Des ONG accusent Casino de contribuer à la déforestation en Amazonie, une médiation judiciaire proposée

Des organisations environnementales et de peuples indigènes reprochent au groupe français de manquer à son devoir de vigilance concernant sa chaîne d'approvisionnement en bœuf au Brésil et en Colombie.

Par [Perrine Mouterde](#) 09 juin 2022

« Nous sommes ici pour suivre ce qui est en train de se passer derrière nous, au tribunal judiciaire de Paris, et pour vous raconter ce qui est en train de se passer chez nous, au Brésil. » Des représentants des peuples autochtones d'Amazonie ont pris la parole, jeudi 9 juin, à Paris, à l'occasion de la première audience de l'action en justice engagée contre le groupe français Casino, accusé de participer à la déforestation du Brésil et de la Colombie, et de commettre des atteintes aux droits de l'homme en vendant localement de la viande de bœuf produite dans ces pays.

Encadrés par des banderoles brandies par des militants d'Extinction Rebellion, devant des rondins de bois posés au sol, ils ont appelé la société civile à se mobiliser : « *Le réseau de supermarchés Casino alimente la déforestation en Amazonie et au Cerrado brésilien. Nous avons besoin de votre aide pour nous battre contre ces pratiques, car le siège de cette entreprise est ici* », a insisté Dinamam Tuxa, membre de l'Articulation des peuples indigènes du Brésil (APIB).

La loi adoptée en 2017 oblige les grosses entreprises à prévenir les atteintes aux droits humains et à l'environnement

Le groupe Casino a été assigné en justice en mars 2021 par une coalition internationale de onze acteurs (la Coordination des organisations indigènes de l'Amazonie brésilienne, la Fédération des peuples indigènes du Para, la Fédération des peuples et organisations autochtones du Mato Grosso, Envol vert, Mighty Earth, France Nature Environnement, etc.) pour manquement à son devoir de vigilance. La loi adoptée en 2017 oblige les grosses entreprises à prévenir les atteintes aux droits humains et à l'environnement, y compris lorsqu'elles sont commises par leurs filiales directes ou indirectes. Or, selon les associations environnementales et des peuples indigènes, Casino manque à ses obligations au Brésil et en Colombie, où il est l'un des plus gros acteurs du marché de la distribution.

Des parcelles brûlées et accaparées illégalement

Elles appuient leurs dires sur plusieurs rapports récents réalisés par différentes organisations (le collectif Reporter Brasil, Global Witness, Environmental investigation agency, Amnesty International, etc.). Selon ces enquêtes, Casino, par le biais de ses filiales Pao de Açucar et Exito, vend de la viande provenant d'abattoirs s'étant eux-mêmes fournis auprès de fermes participant à la déforestation et à de graves

atteintes aux droits des peuples autochtones. Ce serait le cas, par exemple, du géant de la viande JBS, l'un des fournisseurs du groupe.

Les forêts d'Amérique du Sud sont régulièrement incendiées de façon volontaire. Les parcelles brûlées sont ensuite accaparées illégalement pour y faire pâturer du bétail. En 2019, l'ONG Envol Vert estimait que 56 000 hectares, soit cinq fois la superficie de Paris, avaient été déforestés au Brésil par des fermes approvisionnant Casino.

L'élevage de bétail est, de loin, la principale cause de déforestation au Brésil et en Colombie

Un [rapport publié le 1^{er} juin par le Center for Climate Crime Analysis](#) s'intéresse au territoire autochtone Uru-Eu-Wau-Wau, situé au cœur de la région amazonienne du Rondônia : il abriterait quelque 25 000 animaux et trois fermes liées à la chaîne d'approvisionnement d'un abattoir de JBS. « *Cet élevage est illégal et concerne près de 20 000 hectares de terres qui sont pourtant protégées*, a dénoncé, jeudi, Eloy Terena, avocat de l'APIB. *Sa viande est vendue dans les supermarchés Casino.* »

« *La problématique est complexe, car on parle de chaînes d'approvisionnement indirectes et de produits vendus au Brésil et non en France, mais elle est cruciale si l'on veut agir sur la déforestation*, a aussi insisté Boris Patentreger, directeur de Mighty Earth France. *Et les entreprises françaises ont un rôle majeur à jouer.* » L'élevage de bétail est, de loin, la principale cause de déforestation au Brésil et en Colombie et contribue largement au dérèglement climatique.

La déforestation ne cesse de s'accélérer

Au cours de l'audience de procédure qui s'est tenue jeudi, la juge a proposé la désignation d'un médiateur pour parvenir à un accord entre les deux parties. « *Nous devons le rencontrer d'ici fin juillet*, ont expliqué les avocats de la coalition, Sébastien Mabile et François de Cambiaire. *Si la médiation échoue, nous nous retrouverons au tribunal le 15 septembre. Depuis dix-huit mois, Casino a la possibilité d'apporter les preuves qu'il exerce une traçabilité totale sur ses chaînes d'approvisionnement. A ce stade, nous avons des preuves du contraire.* »

« *Cette proposition de médiation va dans le sens de l'esprit de dialogue de Casino qui lutte chaque jour au Brésil contre la déforestation en déployant tous les outils technologiques et légaux à sa disposition*, ont réagi, de leur côté, les avocats du groupe, Sébastien Schapira et Thomas Rouhette. *Casino espère que cette médiation permette de dépasser l'action judiciaire qui, comme la campagne de communication hostile, est contre-productive.* »

Devant le tribunal judiciaire de Paris, membres des peuples autochtones et associations environnementales ont également rappelé l'urgence à agir, alors que la déforestation ne cesse de s'accélérer. L'Amazonie a été le théâtre, au mois de mai, de plus de 3 100 foyers d'incendies, du jamais-vu pour cette période depuis 2004, et un record absolu de feux de forêt a été enregistré dans la région du Cerrado. Le journaliste britannique Dom Phillips et l'anthropologue brésilien Bruno Araujo Pereira ont, par ailleurs, disparu depuis dimanche en pleine forêt amazonienne.

Perrine Mouterde